



Numéro 2, Mars 2013

Editorial

Bienvenue au second numéro du Bulletin des écoles d'études politiques. De nombreux événements se sont produits au sein du réseau des Ecoles d'études politiques ces trois derniers mois. Je débute par les bonnes nouvelles.

Les membres du réseau des écoles d'études politiques ont longtemps exprimé le souhait de voir le réseau s'étendre aux pays de l'Europe centrale. L'implication de cette région pourrait contribuer à approfondir les échanges entre les Ecoles. A cet égard, j'ai le grand plaisir d'annoncer une initiative visant à mettre en place une **nouvelle école** qui réunira des jeunes politiciens, des activistes de la société civile, des journalistes et des fonctionnaires des pays du **Groupe de Visegrád – République tchèque, Hongrie, Pologne et République slovaque**.

Dans le même temps, nos amis de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont mis en place une **Ecole d'études politiques à Yaoundé, au Cameroun**, première école de ce type mise en place en Afrique sub-saharienne. Nous espérons que les participants de cette Ecole s'associeront à certaines des activités régionales développées par les écoles tunisiennes et marocaines. **Nos efforts en vue de créer un "label" Ecole d'études politiques commencent à porter leurs fruits.**

Malheureusement, l'importance de la mission des écoles d'études politiques pour le renforcement des processus et des pratiques démocratiques à travers l'espace européen nous a été rappelée d'une manière très douloureuse : Ilgar Mammadov, le Directeur de l'Ecole d'études politiques de Bakou, a été arrêté le 4 février 2013 avec un autre militant politique azerbaïdjanais. Des organisations et des ONG internationales ont cherché activement à obtenir sa libération et un appel a été déposé auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Le Secrétariat du Conseil de l'Europe fait tout son possible pour s'assurer que l'examen des charges qui pèsent contre Ilgar Mammadov aboutisse rapidement et soit mené de manière équitable, transparente et indépendante. **Cela confirme plus que jamais l'urgence et l'importance de nos efforts pour construire des démocraties solides.**

Ambassadeur Piotr Świtalski

L'Académie régionale pour la démocratie : une initiative unique pour le renforcement politique dans les Balkans occidentaux



Les séminaires de l'Académie régionale pour la démocratie (RAD) sont ouverts aux **acteurs politiques déjà reconnus qui deviendront à l'avenir des leaders de plus haut niveau**. Ce projet d'une durée de trois ans « **Façonner l'avenir européen des Balkans – Construire et former**

une nouvelle culture et élite politique » a été développé par sept écoles d'études politiques des Balkans occidentaux et est soutenu par la Commission européenne par le biais de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). Il fonctionne sous les auspices du Conseil de l'Europe. Selon Sonja Licht, Présidente de la Fondation pour l'excellence politique de Belgrade, « **RAD devrait être un outil visant à rendre l'élite politique de notre région mieux informée, responsable et visionnaire, et qui nous aiderait à travailler ensemble pour construire un avenir meilleur et plus prometteur pour nos pays, notre région, l'Europe et le monde entier** ». [Site Internet de la RAD](#)

Le réseau des écoles s'étend à l'Europe centrale : bienvenue à l'Ecole d'études politiques de Visegrád !



L'Ecole d'études politiques de Visegrád est un projet commun du Conseil de l'Europe et de l'Académie européenne de la diplomatie de Varsovie. L'Ecole contient une dimension régionale dans sa nature même : les participants seront recrutés parmi les quatre pays

du groupe de Visegrád (la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la République slovaque). Elle vise le **développement d'un réseau régional de dirigeants, prêts à assumer de grandes responsabilités pour renforcer la culture politique en Europe centrale** et consolider la classe dirigeante au sein de l'Union européenne. Devenant le 19ème membre du réseau des écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe, l'Ecole de Visegrád bénéficiera, d'une part, d'un partage de vastes connaissances, de l'expérience et du savoir-faire des autres écoles du réseau; d'autre part, **toutes les écoles profiteront de cette extension importante du réseau vers l'Europe centrale.**

Les Ecoles d'études politiques invitées à jouer un rôle clé au Forum mondial de la Démocratie 2013



La session 2013 du Forum mondial de la démocratie, qui aura pour thème « **Retisser la démocratie : connecter les institutions avec les citoyens à l'ère du numérique** », aura lieu à Strasbourg du 27 au 29 novembre 2013. Cette seconde édition s'intéressera aux initiatives participatives et aux idées novatrices qui ont pour ambition d'accroître la transparence des institutions et de permettre aux citoyens de participer davantage aux délibérations et d'influer sur les prises de décisions (pour plus d'informations, prière de consulter le [site du Forum](#)). Ce Forum offre l'occasion aux écoles d'études politiques d'explorer des questions avec des personnalités européennes et internationales éminentes.

Tout aussi important, le Forum offre aux participants des 19 écoles d'études politiques de nombreuses occasions de rencontres, d'apprentissage et d'inspiration mutuels. Les participants auront par ailleurs l'occasion de discuter de problèmes communs à l'occasion de réunions bilatérales et régionales, ainsi que de rencontrer les juges de la Cour européenne des droits de l'homme. Dans de nombreux cas, les liens forgés lors de ces événements contribueront à construire des réseaux internationaux qui seront amenés à perdurer pendant toute la carrière des participants.

PLEINS FEUX

SUR DES ANCIENS DE L'ECOLE D'ETUDES POLITIQUES DE L'UKRAINE (MARS 2013)

Anatoliy Amelin, Commissaire de Sécurité nationale et du marché boursier

Oleksandr Bilous, Membre de l'Institut Koretsky d'Etat et de Droit de l'Académie des sciences d'Ukraine, Assistant du Ministre de la Justice

Volodymyr Bogatyr, Associé au LCF Law Group, Ministre adjoint de la Justice (2007-2011)

Oleksandr Bohutskiy, Directeur-Président, ICTV (Chaîne de télévision)

Yuryi Bova, Maire de Trostyanets

Darya Chepak, Attachée de presse du Président de l'Ukraine

Dmytro Gorchakov, Collaborateur politique, Délégation de l'Union européenne auprès de l'Ukraine

Oleksandr Kharebin, Président, Groupe « Expert Ukraine Information »

Kateryna Kotenko, Directeur Exécutif, Comité de télévision industrielle

Alina Koval, Secrétaire du Conseil municipal de Volochysk

Yulia Kovalevska, Membre du Parlement d'Ukraine (V-VI convocations)

Andriy Kozyura, Directeur général, Société juridique « Liga-Pravo »

Armen Kurginian, Chef du service des ventes, Caparol Ukraine

Anatoliy Maksymchuk, Directeur général adjoint, STB (Chaîne de télévision)

Oleg Petrenko, Premier adjoint au Directeur général, Clinique générale « Oberig »

Elina Shishkina, Membre du Parlement d'Ukraine (VI convocation)

Oleksandr Starukh, Doctorat à l'Institut Kuras de sciences politiques et ethniques de l'Académie des sciences d'Ukraine, ancien gouverneur de la région Zaporizhye

Dmytro Voloshenkov, Directeur de l'administration adjoint de la région d'Odessa, Membre du Parlement d'Ukraine (V convocation)

Vladyslav Voskresenskiy, PDG et co-fondateur, Invisible CRM

Igor Zhovkva, Directeur du département IDE, Agence nationale pour l'investissement et les projets nationaux de l'Ukraine (SAINPU)





Lancement à Tunis de la première Ecole d'études politiques hors continent européen

Le 8 janvier 2013 une nouvelle Ecole d'études politiques a été inaugurée en Tunisie. Soutenue par le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et la Norvège, et inspirée d'une initiative similaire de l'Institut hollandais pour la démocratie multipartite et DEMO Finland, elle est la première Ecole créée en dehors du continent européen. Son Directeur, Ahmed Driss, répond aux questions de Yuliya Kochneva de l'Association européenne des écoles d'études politiques.

Quelle est l'origine de l'Ecole politique de Tunis ?

Cette idée m'est venue à l'esprit bien avant la révolution en Tunisie, mais elle demeurait irréalisable sans un environnement de liberté. Ceci est devenu possible avec la chute de l'ancien régime. Cet événement a accéléré le besoin d'une nouvelle génération de politiciens et a rendu nécessaire la création d'une Ecole d'études politiques.

Comment se sont établis les premiers liens avec le Conseil de l'Europe ?

A l'occasion d'une visite de la Secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe immédiatement après la révolution, j'ai évoqué avec elle mon projet. Quelques mois après, suite aux échanges informels avec l'Ecole d'études politiques de Bulgarie et des contacts avec les représentants du Conseil de l'Europe, notre organisation (Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales – CEMI) a été sélectionnée suite à l'appel au projet d'établissement d'une Ecole du Conseil de l'Europe à Tunis.

Comment le projet a-t-il été accueilli par les différents acteurs politiques du pays ? Avez-vous rencontré des obstacles à la création de l'Ecole ?

Le projet a été accueilli avec enthousiasme par tous les acteurs politiques et de la société civile tunisiens. Nous n'avons rencontré aucun obstacle.

Selon vous, quel est le plus grand défi actuel qui se pose en Tunisie ? Quelle peut être la contribution de l'Ecole pour aider à le surmonter ?

Le plus grand défi aujourd'hui est l'absence de culture démocratique partagée par l'ensemble des acteurs politiques. La contribution de l'Ecole sera, entre autres, de palier ce déficit.

Quelles sont les attentes de votre Ecole vis-à-vis du Conseil de l'Europe ?

Le label Conseil de l'Europe est un soutien institutionnel fort pour l'Ecole. Il lui permettra de mieux remplir ses missions et lui donnera accès à un réseau d'experts qualifiés pour l'organisation de formations que nous entendons de mettre en place.

Avez-vous déjà pu développer des relations avec d'autres écoles d'études politiques ? En quoi la dimension de réseau est-elle importante selon vous ?

Le réseau des écoles nous permettra un apprentissage de bonnes pratiques et nous ouvrira à d'autres horizons grâce aux échanges d'expériences. Notre partenariat avec l'Ecole d'études politiques bulgare nous a amené à assimiler très vite les méthodes de formation, découvrir le travail en groupe, développer la mise en place de manuel de formation et à nous familiariser avec les méthodes d'évaluation.

Comment envisagez-vous le futur développement de l'Ecole d'études politiques en Tunisie ?

L'Ecole d'études politique tunisienne est en train de devenir un passage essentiel pour les futurs politiciens et acteurs de la société civile. Son développement en fera un important centre de formation, d'études et de soutien à la démocratie.

Si le réseau des écoles d'études politiques devait se développer davantage, ce serait vers quels pays ?

L'Afrique du nord, qui constitue le voisinage méridional direct de l'Europe, vit une période de mutation intense. Son besoin en ce genre de projets est pressant.

Nouveau livre sur les Ecoles d'études politiques par Pr. Denis Rolland



L'ouvrage « Pour une gouvernance démocratique européenne. Le Conseil de l'Europe des Ecoles d'études politiques au Forum mondial de la Démocratie (1992-2012) » du Professeur Denis Rolland vient de sortir en France. Cet ouvrage, qui remonte à la création de la première Ecole à Moscou il y a 20 ans, offre une analyse pertinente du travail des écoles d'études politiques.

Avec un regard d'historien, l'auteur nous livre son analyse personnelle sur les écoles, leur fonctionnement, leur programme, leur financement et leurs perspectives. L'ouvrage évalue la manière dont s'est constitué en Europe un véritable réseau, qui contribue à la réflexion sur l'identité européenne et ses valeurs, la défense des droits de l'homme et la promotion de la démocratie. [En savoir plus](#)



Evénements à venir

14 MARS 2013 Rabat, Maroc	CONFERENCE INAUGURALE DE L'ECOLE D'ETUDES POLITIQUES DU MAROC En présence de M. Pietro Marcenaro, Président de la Commission des affaires politiques et de la démocratie de l'Assemblée Parlementaire et M. Zoltán Taubner, Directeur des relations extérieures du Conseil de l'Europe.
13 MAI 2013 Zagreb, Croatie	ENERGIE. DEVELOPPEMENT. DEMOCRATIE. Deuxième conférence régionale « Le dialogue public sur l'utilisation durable de l'énergie dans l'Europe du Sud-Est », organisée par sept écoles d'études politiques des Balkans occidentaux.
21-22 MAI 2013 Strasbourg, France	CITOYENNETE DEMOCRATIQUE ET DIVERSITE Séminaire pour le réseau des écoles organisé par l'Association européenne des écoles d'études politiques.
13-14 JUIN 2013 Strasbourg, France	REUNION DES DIRECTEURS DES ECOLES La rencontre comprendra le séminaire sur le « Manuel d'évaluation de la qualité et de l'impact des Ecoles d'études politiques », ainsi que des rencontres des Directeurs des écoles avec les représentants de principales entités administratives du Conseil de l'Europe.

CONTACTS

DIRECTION DE LA PLANIFICATION POLITIQUE

Ambassadeur Piotr Świtalski
Directeur
piotr.switalski@coe.int
+33 (0) 3 88 41 30 95

Michael Rimmert
Adjoint au Directeur
michael.rimmert@coe.int
+33 (0) 3 88 41 34 05

Ruth Goodwin
Chargée de projet
ruth.goodwin@coe.int
+33 (0) 3 88 41 34 96

Suzette Saint-Marc
Assistante de projet
suzette.saint-marc@coe.int
+33 (0) 3 88 41 28 67

ASSOCIATION EUROPEENNE DES ECOLES D'ETUDES POLITIQUES

Jack Hanning
Secrétaire général
jack.hanning@gmail.com
+33 (0) 6 75 79 73 27

Yuliya Kochneva
Chargée de mission
yuliya.kochneva@coe.int
+33 (0) 3 88 41 21 89

www.schoolsofpoliticalstudies.eu

A PROPOS DES ECOLES D'ETUDES POLITIQUES

Les Ecoles d'études politiques du Conseil de l'Europe forment les futures générations de responsables dans les domaines politique, économique, social, culturel et environnemental dans les pays en transition. Elles organisent des séminaires et des conférences sur la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit. La première Ecole a été créée en 1992 à Moscou par des militants de la société civile. Depuis, 18 autres ont ouvert leurs portes. Le réseau des Ecoles couvre aujourd'hui l'ensemble de l'Europe de l'Est, du Sud-Est et du Caucase et, depuis 2012, des pays de la région du sud de la Méditerranée et du groupe de Visegrade.

Les 19 Ecoles sont implantées dans les pays suivants (par ordre de création) : **Fédération de Russie ; Géorgie ; Bulgarie ; l'ex-République yougoslave de Macédoine ; Bosnie-Herzégovine ; Moldova ; Kosovo* ; Serbie ; Roumanie ; Croatie ; Arménie ; Ukraine ; Azerbaïdjan ; Albanie ; Monténégro ; Bélarus ; Tunisie ; Maroc et groupe de Visegrade.** [*Toute référence au Kosovo dans le présent document, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.]

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le [site Internet des Ecoles d'études politiques](http://www.schoolsofpoliticalstudies.eu).